



Position de l'AG des directeurs d'IUT du 6 novembre 2008

Le nouveau système de répartition des moyens (SYMPA qui remplace SANREMO) part du principe qu'une université autonome et responsable (loi LRU d'août 2007) doit disposer d'un budget global (DGF et salaires des fonctionnaires) et que le "fléchage" spécifique par le ministère de moyens aux IUT n'est plus d'actualité (même si l'article 713.9 – ex article 33 - subsiste dans la loi du 10 août 2007 et que le directeur d'IUT conserve sa qualité d'ordonnateur du budget, seul ordonnateur secondaire de droit de l'université). Ce principe semble désormais fortement ancré au ministère comme au sein de la représentation nationale (Assemblée et Sénat qui ont travaillé sur le sujet) et bien sûr au sein de la Conférence des Présidents d'Université. Il est également admis par les milieux professionnels.

Les IUT ont alerté la Ministre sur les dangers de **l'abandon brutal du fléchage des moyens aux IUT** qui entraînerait, de fait, deux conséquences :

- 1- un affaiblissement de la notion de réseau IUT (régulation nationale par la CCN, les CPN, les ACD, l'ADIUT et l'UNPIUT) et de diplôme national par la **disparité des dotations aux différents IUT** sur le territoire national,
- 2- un affaiblissement du rôle des **conseils d'IUT privés de leurs responsabilités** puisque réduits à exécuter un budget décidé par l'université. Impossible dans ces conditions de conduire une politique de formation et de recherche dans leur champ de mission (formations technologiques et professionnalisantes, aménagement du territoire par le soutien aux sites décentralisés...), ce qui peut avoir pour conséquence de voir les professionnels quitter ces conseils.

L'Assemblée des Directeurs d'IUT (ADIUT) et l'Union des Présidents d'IUT (UNPIUT) ont, depuis le mois de juin, proposé de nombreuses pistes de travail. Ces propositions confortent, dans le cadre la loi LRU, la capacité d'action des IUT et leurs performances dans l'université renouée. Elles démontrent la volonté des IUT d'être encore plus efficaces au sein des nouvelles universités.

Les Assemblées Générales de l'ADIUT et de l'UNPIUT ont considéré que l'insertion dans la LRU nécessitait a minima la mise en place:

- d'un contrat d'objectifs et de moyens intégré au contrat quadriennal entre chaque université et l'IUT
- d'un budget global intégré
- de coefficients « SYMPA » adaptés aux IUT
- d'une remise à niveau préalable des IUT sous dotés en moyens financiers et humains

Aujourd'hui, après de nombreuses rencontres et négociations (ministère, CPU) il apparaît que :

- le contrat d'objectifs et de moyens ne serait pas intégré au contrat quadriennal
- le budget global intégré est devenu un budget propre intégré sans contour défini et variable selon l'université
- les premières informations sur les coefficients « SYMPA » associés au secteur technologique ne sont pas à la hauteur de la mission des IUT
- le rattrapage ne sera pas préalable et, de plus, laissé à l'appréciation éventuelle du président de l'université.

La réalité du terrain montre que :

- certains IUT se trouvent en conflit avec la gouvernance de l'université,
- certains IUT sont dans une situation de détérioration latente,
- certains sont dans un refus de la prise en compte de la spécificité technologique des IUT.

De plus, la CPU, contrairement à ces engagements, ne poursuit pas le dialogue avec l'ADIUT.

Les constats mi-novembre

Malgré les nombreuses initiatives de l'ADIUT et de l'UNPIUT, malgré le soutien des organisations professionnelles :

- aucune des garanties demandées pour permettre l'abandon du fléchage des moyens n'a été obtenue,
- le dialogue avec la CPU est interrompu depuis plusieurs semaines,
- le ministère ne s'implique pas pour faire émerger une solution.

Les IUT avec les spécificités qui sont les leurs sont donc clairement menacés de disparition à partir du premier janvier 2009.

Cette situation est inacceptable, un nouveau positionnement s'impose

→ Mardi 25 novembre, Journée d'action :

« Pour l'avenir du réseau IUT et des formations universitaires technologiques »

pour affirmer que :

- **les IUT veulent continuer à porter l'ambition des formations technologiques universitaires,**
- **les IUT demandent immédiatement le maintien du fléchage des moyens ou de véritables garanties pour que le réseau des IUT existe dans les universités autonomes,**

Cette communication doit être la plus large possible : étudiants, parents, personnels, élus, entreprises.

Cette journée préfigure d'autres actions plus radicales dans le cas où la situation actuelle resterait inchangée.

- **les IUT travaillent dès à présent sur d'autres solutions pour porter dans un autre cadre universitaire l'ambition des formations technologiques supérieures :**
 - formation des cadres intermédiaires dont la nation a besoin,
 - ascenseur social,
 - aménagement du territoire,
 - renforcement du lien entreprise/université notamment dans le lien innovation, transfert de technologie et recherche.